

unité départementale des Côtes d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 PLERIN

PLERIN, le 27/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SMITRED OUEST D'ARMOR (UIOM DE PLUZUNET)**

Usine d'Incinération  
Site de Quelven  
22140 Pluzunet

Code AIOT : 0005500338

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2023 dans l'établissement SMITRED OUEST D'ARMOR (UIOM DE PLUZUNET) implanté Site de Quelven 22140 Pluzunet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'est faite en présence de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) qui a procédé au contrôle des portiques de détection de la radioactivité.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMITRED OUEST D'ARMOR (UIOM DE PLUZUNET)
- Site de Quelven 22140 Pluzunet
- Code AIOT : 0005500338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site exploité par le SMITRED sur la commune de Pluzunet exploite des installations :

- de valorisation énergétique de déchets non dangereux incluant une plateforme de maturation de machefers,
- un banaliseuse de DASRI,
- un centre de tri,

- une plateforme de tri et broyage de bois déchets.

L'ensemble de ces activités est régie par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 octobre 2016.

Un porter à connaissance relatif au déplacement de la plateforme de transit de bois a été transmis à l'inspection en 2021. Ces modifications permettent de réduire les risques liés à l'exploitation du transit de bois. Cependant, la modifications n'étant pas substantielle néanmoins notable, il convient de mettre à jour les conditions d'exploitation. Ce porter à connaissance est en cours d'instruction. Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Tri transit et broyage du bois
- Détection de la radioactivité

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/18 article 9	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Voie engin	Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article 9.2.1.2	/	Sans objet
3	Moyens de protection et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article 9.2.3 al 2	/	Sans objet
4	dimensionnement des stockages	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV	/	Sans objet
5	Tri des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-V	/	Sans objet
6	Contrôle de la radioactivité	Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article 2.5.4	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non conformité n'a été relevée lors de la visite d'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Voie engin

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article 9.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Voie engin
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :  1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;  2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.  Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m <sup>3</sup> /h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours)
<b>Constats :</b> La plateforme bois dispose des moyens de lutte contre l'incendie suivant: - 1 RIA, - 2 extincteurs, - d'une réserve incendie de 600 m <sup>3</sup> , - 2 poteaux incendie.  Les rapports de contrôle des extincteurs et le RIA fait état du bon état des moyens de lutte contre l'incendie. <b>S'agissant des poteaux incendie l'exploitant doit justifier qu'ils permettent simultanément d'assurer un débit de 60m<sup>3</sup>/h sous un bar de pression.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Moyens de protection et de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/10/2016, article 9.2.3 al 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
<b>Constats :</b> Les éléments recueillis lors de la visite et les rapports de contrôle transmis par l'exploitant permettent de confirmer le respect de ces dispositions le jour de la visite d'inspection en ce qui concerne les extincteurs et RIA.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Dimensionnement des stockages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dimensionnement des stockages
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).  La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.
<b>Constats :</b> Lors de la visite ces prescriptions étaient respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Tri des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-V
<b>Thème(s) :</b> Autre, Tri des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).
<b>Constats :</b> Lors de la visite les déchets étaient triés et stockés en fonction des filières destinataires. Les zones de stockage étaient séparées par des blocs bétons.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Contrôle de la radioactivité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article 2.5.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle de la radioactivité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est équipé d'un système de détection de la radioactivité qui est mis en œuvre pour le contrôle systématique des déchets entrant et vise à vérifier l'absence de déchets radioactifs.</p> <p>La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée, elle a lieu au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue.</p> <p>Le contrôle de la radioactivité des DASRI est effectué dans le local de stockage et de traitement des DASRI.</p>
<p><b>Constats :</b> Conforme Lors de l'inspection, il a été constaté que le site dispose de 3 portiques de détection de la radioactivité:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- au niveau de la réception des DASRI,</li><li>- pour la réception des déchets non dangereux,</li><li>- au droit de la plateforme de stockage de bois déchets.</li></ul> <p>Ces 3 portiques ont fait l'objet d'un contrôle par un organisme habilité au cours de la dernière année.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet